

*Le Point, 26 mai*

## **“Gaza est un théâtre sacrificiel” : face à Benjamin Netanyahu, l’avenir très incertain du Hamas**

Proche-Orient. Avec l’intensification de son offensive militaire dans le territoire palestinien, l’Etat hébreu met la pression sur tout le commandement de l’organisation terroriste.



Des combattants du Hamas sécurisent une zone avant de remettre trois otages israéliens à la Croix-Rouge à Deir el-Balah, dans le centre de Gaza, le 8 février 2025. oip.com/Eyad BABA

### Full text :

Au moment où Donald Trump empile les contrats faramineux dans le Golfe, à quelques milliers de kilomètres, se prépare, en ce 13 mai, une opération très délicate dans les QG de l’armée israélienne et du Shin Bet. Les autorités ont entre les mains des renseignements sur la présence dans un complexe souterrain, à proximité de l’hôpital européen de Khan Younès dans le sud de la bande de Gaza, de plusieurs cadres du Hamas et notamment le très recherché Mohammed Sinwar, propulsé chef de l’organisation terroriste à Gaza après les assassinats l’an passé de Mohammed Deif, ex-chef de la branche armée, et de son frère Yahya Sinwar, l’un des cerveaux du 7 octobre. Le même jour, une bombe s’abat sur la zone, tuant plusieurs terroristes dont Mohammed Sinwar mais aussi Mohammad Shabana, le commandant de la brigade “Rafah” du groupe. Un nouveau coup de maître pour les renseignements israéliens tant Sinwar – surnommé “L’Ombre” – était réputé pour sa très grande discrétion...

Le 17 mai, plusieurs médias au Proche-Orient rapportent aussi la mort de son frère, Zakaria Sinwar. Si Tsahal, contacté par L’Express, n’a pas officiellement confirmé l’élimination de tous ces chefs de guerre, le ministre israélien de la Défense Israël Katz s’est borné à un commentaire, assurant que Sinwar avait été “probablement tué”. Ces opérations successives montrent à quel point Israël accélère son offensive pour anéantir, un à un, tout le commandement du mouvement islamiste, déjà privé, depuis le début de l’offensive à Gaza, de plusieurs de ses figures historiques.

Alors que l’Etat hébreu fixe toujours les mêmes objectifs – la libération des otages et l’éradication du Hamas -, aucun d’entre eux n’a encore été atteint. “S’il y a une option de cessez-le-feu temporaire, pour libérer des otages, nous serons prêts”, a lancé Benjamin Netanyahu le 22 mai, affirmant que 20 des 58 otages (dont un soldat tué en 2014) toujours dans l’enclave palestinienne sont “en vie de façon certaine”. Si le Premier ministre israélien reste inflexible sur sa volonté de conquérir toute la bande de Gaza à l’issue de l’offensive dans le territoire palestinien, l’avenir du Hamas – classé organisation terroriste par les Etats-Unis et l’UE – est aujourd’hui sur toutes les lèvres. “La branche militaire du Hamas a été considérablement affaiblie mais le mouvement politique, dans sa globalité, ne peut être éradiqué car c’est une idéologie”, affirme Yves Aubin de La Messuzière, ex-ambassadeur de France et ancien directeur Afrique du Nord, Moyen-Orient au Quai d’Orsay. A la faveur de cette nouvelle escalade militaire, “le Hamas pourrait muter et recruter de nouveaux adhérents à cause des souffrances en cours à Gaza. Le nationalisme palestinien reste très puissant”, renchérit le diplomate qui connaît parfaitement la zone.

Un constat partagé par la CIA dans son nouveau rapport qui sortira le 28 mai et dont L'Express révèle des extraits en avant-première : le Hamas "a probablement utilisé le cessez-le-feu [NDLR : entre le 19 janvier et le 17 mars] pour renforcer et réapprovisionner ses stocks militaires et de munitions afin de pouvoir reprendre le combat [...] Le Hamas est capable de reprendre une résistance de guérilla de faible niveau et de rester l'action politique dominante à Gaza dans un avenir prévisible".

Après la mort de Sinwar, difficile à l'heure actuelle d'identifier clairement les nouvelles têtes de l'organisation, notamment du côté de sa branche armée, les brigades Al-Qassam (dont le nombre est estimé entre 20 et 30 000), qui demeure protégée par une culture du secret digne d'un service de renseignement. Mais selon le *Wall Street Journal* qui a interrogé plusieurs sources arabes et au sein du Hamas, l'un des grands favoris n'est autre que Izz al-Din Haddad, un haut gradé de la branche militaire puissant dans le nord de l'enclave. Ce chef de guerre, qui aurait déjà survécu à plusieurs tentatives d'assassinats d'Israël et aurait également participé à l'élaboration de l'opération du 7 octobre, a un rôle dans l'unité de sécurité interne du Hamas, "al-Majd", fondée par Sinwar pour traquer ceux suspectés de collaborer avec Israël.

### **De fortes dissensions en interne**

Privé de ses figures clés, le Hamas réfléchit déjà à l'après-guerre, à la façon de préserver son influence, et à son futur rôle dans la bande de Gaza comme celui, plus global, de la cause palestinienne. Cette fois, sans Ismaïl Haniyeh, l'ex-chef historique de sa branche politique tué à Téhéran le 31 juillet 2024 dans une explosion revendiquée par Israël. Début mars, le Soufan Center à New York cite des sources selon lesquelles "le débat interne s'est intensifié au point où certains dirigeants politiques ont envisagé de rompre avec les dirigeants militaires du groupe à Gaza".

Des dissensions qui ont toujours existé mais qui éclatent au grand jour depuis l'intensification des opérations d'Israël dans l'enclave. Moussa Abou Marzouk, un cadre du Hamas impliqué dans les négociations indirectes avec Israël, a même exprimé un début de regret au *New York Times* fin février. De son point de vue, si le mouvement avait "anticipé ce qui s'est passé, il n'y aurait pas eu de 7 octobre". Face à cette ligne minoritaire au sein du mouvement s'oppose celle très radicale de Sami Abu Zuhri. Dans un podcast diffusé fin mars, les déclarations de ce haut responsable du Hamas, installé au Qatar, ont provoqué un véritable tollé : "Les martyrs morts à la guerre – les ventres des femmes de Gaza en feront naître deux fois plus. C'est le prix à payer. Si nous nous arrêtons à des considérations matérielles, nous ne pourrions pas conserver nos terres". De nombreux internautes de Gaza lui ont ensuite répondu par vidéo, l'accusant de se servir de la population comme d'un bouclier : "Les dirigeants du Hamas nous disent – 60 000 personnes [NDLR : plus de 53 000 victimes selon le Hamas] meurent, et alors? D'autres prendront bientôt leur place. Sami Abu Zuhri, vous parlez loin de Gaza. Vos enfants sont loin de Gaza. Vous ne faites donc qu'attiser cette guerre dont nous sommes le combustible?".

"C'est une sorte de nihilisme où la mort est un moyen d'arriver à un objectif politique. Gaza devient un théâtre sacrificiel... Les souffrances de la population civile sont utilisées par les cadres du Hamas pour mettre la pression sur les opinions publiques occidentales et pour que cela se répercute sur le gouvernement israélien", décrypte l'islamologue Othman El Kachtoul.

### **Fort mécontentement de la population**

Alors que la guerre s'éternise et que le Hamas reste inflexible sur sa stratégie, un début d'indignation a gagné l'enclave. Lors d'une manifestation anti-Hamas organisée le 19 mai à Khan Younès, des manifestants ont vivement dénoncé les déclarations d'Abu Zuhri. Déjà fin mars, quelques centaines de personnes ont manifesté contre le mouvement, seul maître à Gaza depuis 2007, et ses pratiques autoritaires. "Hamas dehors", "Hamas terroriste", ont scandé les Gazaouis, alors que des appels aux rassemblements circulent sur Telegram. "Il y a aujourd'hui un mouvement dans tout le monde arabo-musulman qui dit : 'tout ça, pour ça!'. La Jordanie vient d'interdire les Frères musulmans. Au Maroc, on veut aussi faire taire Abdel-Ilah Benkiran du Parti islamiste de la justice et du développement... Il y a une volonté de localiser l'islam politique, que chaque mouvement oublie la composante supranationale et notamment le Hamas, qui est la filiale palestinienne des Frères musulmans", analyse Othman El Kachtoul.

Tandis que le Hamas est en pleine réorganisation interne, des négociations indirectes sont en cours au Qatar, pays qui héberge encore aujourd'hui certains dirigeants de l'organisation islamiste. Le plan arabe pour la reconstruction de Gaza (estimé à 50 milliards de dollars), présenté le 4 mars et soutenu par la France, propose une mise à l'écart du mouvement islamiste. L'enclave serait administrée par un comité de technocrates indépendants et de personnalités non partisans durant une période transitoire de six mois, avant que l'Autorité palestinienne (AP), bien que très discréditée, n'en reprenne le contrôle. Son chef Mahmoud Abbas, âgé de 89 ans, s'est dit prêt à organiser "l'année prochaine" des élections présidentielle et législatives dans les Territoires palestiniens, à condition que les conditions soient réunies, ce qui semble aujourd'hui pratiquement impossible sur ce territoire totalement dévasté par la guerre. "Les Palestiniens aspirent à un nouveau type de leadership, non seulement pour changer le Hamas, mais aussi pour changer tous les dirigeants politiques qui sont en place depuis le siècle dernier", assure Omar Shaban, directeur de l'institut Pal Think, un centre d'analyse de Gaza. Toujours selon le plan arabe, des forces arabes et internationales aideraient temporairement le comité à gérer la bande de Gaza. Le Hamas a salué cette proposition tout en s'écartant de facto de cette nouvelle gouvernance. "Les Israéliens, à chaque fois que nous parvenons à une forme d'accord, introduisent de nouvelles demandes au Hamas. Comme celles de baisser les armes mais aussi de partir en exil", affirme une source qatarie qui déplore le manque de progrès dans les négociations actuelles.

Tout le monde campe pour le moment sur ses positions. "Il faut que cela s'arrête", poursuit Omar Shaban. "J'ai quitté Gaza mi-octobre pour Le Caire. Mais j'ai trois soeurs et cinq frères là-bas qui se sont retrouvés sans abri. Ma maison familiale a été détruite. Ils n'ont pas d'eau, pas de nourriture, plus de lait pour leurs enfants", s'émeut l'économiste gazaoui pour qui la mise en place d'un gouvernement de technocrates est actuellement la seule issue possible. Pour l'instant, Benjamin Netanyahu n'en veut pas et agite la crainte que dans un avenir proche "recommence encore et encore le massacre du 7 octobre".